

*Impôt sur le revenu*

Les obligations, quel que soit le nom, qu'on leur donne, ont permis au gouvernement d'acheter la Pacific Petroleum pour la société Petro-Canada. C'est grâce à de bonnes conditions de financement, que cette transaction a pu avoir lieu. Ce programme a été abandonné dans le cas des grosses entreprises, et c'est peut-être bien ainsi. Il n'y a cependant aucune raison de faire de même dans le cas des petites entreprises. Ces dernières doivent être en mesure de prendre de l'expansion et d'emprunter à cette fin de l'argent après impôt. Ce type de financement après impôt est excellent.

Le gouvernement offre un certain nombre de programmes aux petites entreprises. Or, lorsque M. John Bulloch a témoigné devant le comité des finances au sujet des programmes gouvernementaux dont peuvent bénéficier les petites entreprises, il a affirmé que l'on pouvait laisser tomber la plupart des quelque mille programmes existants, ajoutant que les petites entreprises voulaient des encouragements fiscaux. Or, c'en est un, monsieur le président. Si le gouvernement voulait aider les petites entreprises, il abandonnerait une foule d'autres programmes, et c'est pourquoi nous avons proposé cette modification.

Les obligations pour l'expansion de la petite entreprise se sont révélées une excellente façon de stimuler l'économie et de donner un répit à ces sociétés. Elles sont bien plus utiles que la loi sur les prêts aux petites entreprises et que les subventions aux petites entreprises. Nous pourrions épargner beaucoup d'argent si nous procédions de cette façon. Les choses avanceraient et les entreprises pourraient recourir à ces dispositions et redonner de l'emploi aux Canadiens.

Pourquoi le gouvernement ne profite-t-il pas d'un programme qui s'est révélé excellent, afin de stimuler l'économie? Pourquoi lance-t-il toutes sortes d'autres programmes bureaucratiques, alors que les petites entreprises ont déclaré ne pas en vouloir et préférer des encouragements fiscaux directs, comme les obligations pour l'expansion de la petite entreprise?

**M. Cosgrove:** Monsieur le président, nous sommes prêts à voter sur la motion du député. Nous ne pouvons appuyer la modification, car nous pensons qu'elle aurait pour effet d'augmenter le déficit, alors que les ressources du gouvernement sont limitées à l'heure actuelle. Elle n'aiderait pas les gens dans le besoin et elle ne tient pas compte des autres programmes offerts aux petites entreprises. Nous sommes prêts à voter et à montrer du même coup que nous ne pouvons appuyer cette motion à l'heure actuelle.

**M. Riis:** Monsieur le président, j'appuie cette modification en principe. Le ministre n'a pas dû prêter une oreille attentive au débat pour affirmer que cette modification entraînerait une augmentation du déficit. Le député de Mississauga-Sud a signalé l'augmentation des recettes que permet le programme des obligations est supérieure à ses coûts.

Je voudrais aborder un des problèmes qui me préoccupent à propos des obligations pour l'expansion de la petite entreprise, tant au sujet de l'ancienne formule que de la formule actuelle. Pour que le système fonctionne, il faut que les banques en retirent un avantage fiscal avant d'être disposées à prêter de l'argent aux petites entreprises qui viennent les solliciter.

D'après l'état financier de la Banque royale du Canada et de la Banque de Montréal, je constate que ces banques n'ont pas payé d'impôts sur le revenu en 1982. Par conséquent, je ne crois pas que les obligations pour l'expansion de la petite entreprise ou que les obligations pour la petite entreprise les intéressent. Les programmes ne leur procurent aucun avantage.

Je félicite le député de Mississauga-Sud pour ses observations pertinentes. Comme il l'a si bien dit, ce sont surtout les banques qui en profiteront. Ceux qui ont recours au programme d'obligations pour la petite entreprise ont nécessairement des difficultés financières. Ceux qui vont d'une banque à l'autre dans l'espoir de trouver de l'aide à un moment où la banque ne paye pas d'impôt sur le revenu et n'a pas du tout l'envie de servir d'assistance sociale aux entreprises, risquent fort de ne pas être bien reçus.

En principe, je donnerai mon appui à l'amendement du député. Étant donné que la collaboration des banques est nécessaire et compte tenu de leur situation fiscale actuelle, je n'arrive pas à imaginer qu'elles soient disposées à coopérer au programme des obligations pour la petite entreprise ni à celui des obligations pour l'expansion de la petite entreprise.

**M. Cosgrove:** Monsieur le président, le problème, c'est que l'intervention du député n'est pas basée sur les faits. Si l'amendement permettait vraiment au gouvernement d'augmenter ses recettes, celui-ci ne manquerait pas de le confirmer et de dire que les 2 milliards de dollars qui ont été injectés dans le programme ont fait grossir les recettes du gouvernement et que, par conséquent, nous n'avons pas besoin de demander un pouvoir d'emprunt supplémentaire au Parlement.

Le seul problème au sujet de son étude, c'est qu'elle ne concorde pas avec les faits. Ce n'est pas ainsi que cela se passe en réalité. Le programme existe depuis deux ans et il n'a pas augmenté les recettes du gouvernement. La pression pour les obligations persiste et l'incidence économique de ce programme ne s'est pas fait sentir pendant ces deux années. Nous ne pensons pas qu'il faille accepter cette proposition en partant de ce principe.

**M. Riis:** Monsieur le président, je tiens à continuer. Sauf erreur, des prêts s'élevant à 2 milliards de dollars ont été accordés dans le cadre du programme des obligations pour l'expansion de la petite entreprise. Combien cela a-t-il coûté au juste au gouvernement.

**M. Cosgrove:** Monsieur le président, on a renoncé à 125 millions de dollars de recettes.

**M. Hawkes:** Monsieur le président, il s'agit d'un manque à gagner fiscal brut, calculé par le ministère des Finances; quel revenu net a été tiré du programme?

**M. Cosgrove:** Il est très difficile de le préciser, car il faut faire certaines hypothèses. On pourrait supposer que les prêts de 2 milliards de dollars qui ont été accordés, engendraient de nouvelles activités économiques. Nous ne pouvons pas le confirmer. Nous ne pouvons pas confirmer que de nouveaux employés ont été engagés ni que cette source a été à la base de nouvelles demandes.